



Convention-cadre sur les changements climatiques

Distr. générale
8 octobre 2010
Français
Original: anglais

Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto

Sixième session

Cancún, 29 novembre-10 décembre 2010

Point 8 a) de l'ordre du jour provisoire

Questions relatives au respect des dispositions au titre du Protocole de Kyoto

Rapport du Comité de contrôle du respect des dispositions

Rapport annuel du Comité de contrôle du respect des dispositions à la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto*

Résumé

Le cinquième rapport annuel du Comité de contrôle du respect des dispositions à la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto porte sur les activités menées du 14 octobre 2009 au 18 septembre 2010. On y trouvera un compte rendu succinct de l'examen plus poussé des deux questions de mise en œuvre concernant la Croatie auquel a procédé la chambre de l'exécution et de son examen de la question de mise en œuvre concernant la Bulgarie. Le rapport fournit également des renseignements sur les débats de la chambre de la facilitation portant sur des dispositions relatives à la facilitation, ainsi que sur les débats de la plénière du Comité concernant la cohérence du processus d'examen et la question des conflits d'intérêts.

* Le présent document a été soumis tardivement afin de pouvoir rendre compte des résultats de la huitième réunion de la plénière du Comité, qui s'est tenue les 17 et 18 septembre 2010.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction.....	1–5	3
A. Mandat.....	1	3
B. Objet du rapport.....	2	3
C. Mesures que pourrait prendre la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto	3–5	3
II. Questions d'organisation.....	6–20	4
A. Élection des Présidents et Vice-Présidents des chambres de l'exécution et de la facilitation du Comité.....	9–10	4
B. Membres et membres suppléants du Comité	11–12	4
C. Transparence, communication et information	13–16	5
D. Prise de décisions par voie électronique	17–18	5
E. Privilèges et immunités à accorder aux membres du Comité et à leurs suppléants.....	19–20	6
III. Travaux effectués au cours de la période considérée	21–63	6
A. Rapports des équipes d'examen composées d'experts soumis au titre de l'article 8 du Protocole de Kyoto et autres informations reçues par la plénière du Comité	21–28	6
B. Examen par la chambre de l'exécution des questions de mise en œuvre concernant la Croatie	29–34	8
C. Examen par la chambre de l'exécution d'une question de mise en œuvre concernant la Bulgarie	35–42	9
D. Examen par la chambre de la facilitation de dispositions relatives à la facilitation	43–48	10
E. Conflit d'intérêts ayant trait aux travaux du Comité	49–52	11
F. Question d'un éventuel conflit d'intérêts concernant un membre suppléant du Comité	53–63	12
IV. Ressources	64	13
Annexes		
I. Décisions prises par les chambres du Comité de contrôle du respect des dispositions au cours de la période considérée.....		14
II. Observations de la Croatie sur la décision finale		15
III. Observations représentées par la Bulgarie au sujet de la décision finale		21

I. Introduction

A. Mandat

1. Selon l'alinéa *a* du paragraphe 2 de la section III des «Procédures et mécanismes relatifs au respect des dispositions du Protocole de Kyoto» (annexe de la décision 27/CMP.1), ci-après dénommés les procédures et mécanismes, la plénière du Comité de contrôle du respect des dispositions doit rendre compte des activités du Comité à chaque session ordinaire de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP).

B. Objet du rapport

2. Le cinquième rapport annuel de la plénière du Comité, qui porte sur la période du 14 octobre 2009 au 18 septembre 2010, rend compte des travaux accomplis et des questions examinées par le Comité au cours de cette période.

C. Mesures que pourrait prendre la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto

3. Conformément à la section XII des procédures et mécanismes, la CMP doit examiner le rapport annuel du Comité.

4. La CMP voudra peut-être aussi:

a) Inviter sa Présidente à engager des consultations en vue de la désignation de candidats aux postes de membre et de membre suppléant du Comité, selon qu'il conviendra;

b) Veiller à ce que les dispositions juridiques éventuelles à prévoir en matière de privilèges et d'immunités qu'elle doit adopter soient applicables aux membres du Comité et à leurs suppléants;

c) Remercier les Parties qui ont versé des contributions au Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires en vue de soutenir les travaux du Comité au cours de l'exercice biennal 2010-2011.

5. En examinant le recours formé par la Croatie contre la décision finale de la chambre de l'exécution¹, la CMP souhaitera peut-être:

a) Noter que, comme il est indiqué ci-dessous au paragraphe 33, aucun plan n'a été soumis en temps voulu par la Croatie en application du paragraphe 2 de la section XV des procédures et mécanismes, du paragraphe 1 de l'article 25 *bis* du «Règlement intérieur du Comité de contrôle du respect des dispositions du Protocole de Kyoto» (annexe de la décision 4/CMP.2 et amendements figurant à l'annexe de la décision 4/CMP.4), ci-après dénommé le Règlement intérieur, et de la décision finale de la chambre de l'exécution;

b) Noter que, dans le cadre des procédures et mécanismes, les recours présentés à la CMP ne peuvent être fondés que sur le principe d'une procédure régulière, que la décision finale de la chambre de l'exécution a été adoptée après examen de tous les

¹ FCCC/KP/CMP/2010/2.

éléments avancés par la Croatie au cours des délibérations et que la question d'un éventuel conflit d'intérêts dans le cas d'un membre suppléant n'a été soulevée qu'à l'issue de l'examen des questions de mise en œuvre par la chambre de l'exécution, alors que les informations sur les faits qui sont à l'origine du conflit d'intérêts présumé étaient accessibles à la Croatie pendant le déroulement des travaux;

c) Prendre note des délibérations de la plénière du Comité en matière de conflits d'intérêts dont il est question dans les sections E et F du chapitre III.

II. Questions d'organisation

6. La plénière du Comité de contrôle du respect des dispositions a tenu deux réunions durant la période considérée. Elle a tenu sa septième réunion le 30 juin 2010 et sa huitième les 17 et 18 septembre 2010, toutes deux à Bonn (Allemagne).

7. La chambre de la facilitation s'est réunie à deux reprises dans cette ville (les 1^{er} juillet et 16 septembre 2010) et la chambre de l'exécution a tenu quatre réunions à Bonn également (les 23 et 24 novembre 2009, du 10 au 12 mai 2010, le 28 juin 2010 et le 16 septembre 2010).

8. L'ordre du jour annoté, les documents de référence soumis au titre des différents points de l'ordre du jour et le rapport sur chaque réunion de la plénière du Comité et des chambres de la facilitation et de l'exécution peuvent être consultés sur le site Web de la Convention².

A. Élection des Présidents et Vice-Présidents des chambres de l'exécution et de la facilitation du Comité

9. Conformément au paragraphe 2 de l'article 11 du Règlement intérieur et comme suite à la décision prise par la plénière à sa sixième réunion, la chambre de l'exécution a élu par consensus M^{me} Sandea de Wet Présidente et M. René J. M. Lefeber Vice-Président le 2 février 2010 par voie électronique et la chambre de la facilitation a élu par consensus M. Kunihiro Shimada Président et M. Javad Aghazadeh Khoei Vice-Président à la même date par voie électronique. Ces Présidents et Vice-Présidents forment le nouveau bureau du Comité.

10. La plénière du Comité s'est félicitée du travail accompli par les membres du bureau sortant, à savoir M. Sebastian Oberthür, Président de la chambre de l'exécution, M. Ismail El Gizouli, Président de la chambre de la facilitation, M^{me} de Wet, Vice-Présidente de la chambre de l'exécution, et M. Marc Pallemarts, Vice-Président de la chambre de la facilitation.

B. Membres et membres suppléants du Comité

11. En vertu du paragraphe 5 de l'article 3 du Règlement intérieur, lorsqu'un membre ou membre suppléant démissionne ou se trouve pour une autre raison dans l'incapacité d'achever son mandat ou de s'acquitter de ses fonctions de membre ou de membre suppléant, le Comité doit prier la CMP d'élire à sa session suivante un autre membre ou membre suppléant pour le reste du mandat. M^{me} Kirsten Jacobsen, membre suppléante du Comité désignée par les Parties à l'annexe I et élue pour siéger à la chambre de l'exécution

² http://unfccc.int/kyoto_protocol/compliance/items/2875.php.

jusqu'au 31 décembre 2011, s'est démise de ses fonctions au Comité à compter du 1^{er} juillet 2010. M. Isidore Nonga Zongo, membre du Comité désigné par les Parties non visées à l'annexe I et élu pour siéger à la chambre de la facilitation jusqu'au 31 décembre 2011, s'est démis de ses fonctions au Comité à compter du 30 juin 2010. Depuis la démission de M. Zongo, M^{me} Ina Ichšana Ishak, élue comme membre suppléante, assume les fonctions de membre.

12. Conformément au paragraphe 2 de la section IV, au paragraphe 2 de la section V et au paragraphe 5 de la section II des procédures et mécanismes, la plénière du Comité demande à la CMP de pourvoir le poste vacant à la chambre de l'exécution en élisant un membre suppléant originaire de l'une des Parties visées à l'annexe I pour le reste du mandat de M^{me} Jacobsen et de pourvoir le poste vacant à la chambre de la facilitation en élisant un membre originaire de l'une des Parties non visées à l'annexe I pour le reste du mandat de M. Zongo.

C. Transparence, communication et information

13. Le 8 juin 2010, un projet de décision visant à tenir la septième réunion de la plénière du Comité à huis clos a fait l'objet d'un vote par voie électronique. Le quorum n'a pas pu être atteint pour ce vote. Conformément au paragraphe 1 de l'article 9 du Règlement intérieur, la septième réunion de la plénière du Comité a donc été publique.

14. Conformément au même article, les septième et huitième réunions de la plénière du Comité, les huitième et neuvième réunions de la chambre de la facilitation et les parties publiques des huitième, neuvième, dixième et onzième réunions de la chambre de l'exécution ont été enregistrées et diffusées sur l'Internet via le site Web de la Convention.

15. Comme prévu au paragraphe 2 de l'article 12 du Règlement intérieur, tous les documents de la plénière du Comité et des chambres de l'exécution et de la facilitation ont été rendus publics sur le site Web de la Convention³.

16. À sa quatrième réunion, la plénière du Comité est convenue de modalités pratiques de participation du public aux réunions du Comité de contrôle du respect des dispositions⁴. Après avoir examiné ces modalités à sa huitième réunion, la plénière du Comité a constaté qu'elles étaient suffisantes pour rendre opérationnelles les dispositions de l'article 9 du Règlement intérieur. Elle a décidé que ces modalités pratiques continueraient de s'appliquer aux réunions futures du Comité et a demandé au secrétariat de porter tout problème découlant de leur mise en œuvre à l'attention de la plénière du Comité. Celle-ci ne reprendra l'examen de la question que si le secrétariat lui signale des problèmes de ce type.

D. Prise de décisions par voie électronique

17. Au cours de la période considérée, il a été fait appel à la procédure de prise de décisions par voie électronique à deux reprises, le quorum n'étant pas réuni pour l'adoption d'une décision à la huitième réunion de la chambre de l'exécution ni à la huitième réunion de la chambre de la facilitation. La chambre de l'exécution a achevé le vote sur l'adoption

³ Les documents concernant la plénière sont consultables à l'adresse http://unfccc.int/kyoto_protocol/compliance/plenary/items/3788.php. Les documents concernant la chambre de la facilitation sont consultables à l'adresse http://unfccc.int/kyoto_protocol/compliance/facilitative_branch/items/3786.php et ceux qui concernent la chambre de l'exécution à l'adresse http://unfccc.int/kyoto_protocol/compliance/enforcement_branch/items/3785.php.

⁴ FCCC/KP/CMP/2007/6, par. 15 à 18.

d'une décision finale concernant la Croatie par voie électronique et la chambre de la facilitation a décidé par voie électronique d'adresser une lettre à Monaco au sujet de la non-présentation de sa cinquième communication nationale. Ces décisions sont décrites en détail dans les sections B et D du chapitre III, respectivement.

18. Outre les cas mentionnés ci-dessus aux paragraphes 13 et 17, le bureau du Comité a, au cours de la période considérée, recouru à la prise de décisions par voie électronique pour le renvoi d'une question de mise en œuvre. La chambre de l'exécution a également pris des décisions par voie électronique concernant l'examen préliminaire et l'avis d'experts, et les chambres de l'exécution et de la facilitation ont élu leur président et leur vice-président de la même façon. La prise de décisions par voie électronique en ces occasions a permis de se passer de réunions, réduisant du même coup les dépenses connexes.

E. Privilèges et immunités à accorder aux membres du Comité et à leurs suppléants

19. À sa huitième réunion, la plénière du Comité a entendu un rapport du secrétariat sur l'état actuel des négociations menées dans le cadre de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) au sujet des dispositions juridiques applicables aux privilèges et immunités. Ayant examiné ces informations, la plénière du Comité en a conclu que les futures dispositions juridiques éventuelles à prévoir en matière de privilèges et d'immunités devaient assurer une protection aux membres du Comité et à leurs suppléants. La plénière du Comité est fermement convaincue que l'absence de tels privilèges et immunités nuirait à l'efficacité des activités du Comité. Des privilèges en matière de voyage sont par exemple nécessaires pour que les membres et les membres suppléants ne soient pas empêchés de participer aux réunions du Comité. Par ailleurs, les membres et les membres suppléants doivent bénéficier d'une immunité de juridiction pour éviter d'être poursuivis en raison de leur participation aux travaux du Comité, par exemple en cas de conflit d'intérêts présumé. La plénière du Comité a décidé d'appeler l'attention de la CMP sur ses vues en la matière.

20. Comme suite aux conclusions formulées par le SBI à sa vingt-sixième session au sujet des privilèges et immunités à accorder aux personnes siégeant dans les organes constitués au titre du Protocole de Kyoto⁵, on trouvera à la section F du chapitre III des renseignements sur l'allégation de conflit d'intérêts concernant un membre suppléant du Comité.

III. Travaux effectués au cours de la période considérée

A. Rapports des équipes d'examen composées d'experts soumis au titre de l'article 8 du Protocole de Kyoto et autres informations reçues par la plénière du Comité

21. Conformément au paragraphe 3 de la section VI des procédures et mécanismes, le secrétariat a transmis au Comité les rapports établis par les équipes d'experts à l'issue de l'examen centralisé approfondi des quatrièmes communications nationales du Canada, de la Communauté européenne, de l'Irlande, de la Pologne et de la Roumanie. Le secrétariat a également transmis le rapport établi par l'équipe d'experts à l'issue de l'examen centralisé approfondi de la cinquième communication nationale du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

⁵ FCCC/SBI/2007/15, par. 164.

22. De même, conformément au paragraphe 3 de la section VI des procédures et mécanismes, le secrétariat a transmis au Comité les rapports sur l'examen individuel des communications annuelles pour 2009 des Parties suivantes: Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Communauté européenne, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Monaco, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse et Ukraine.

23. Conformément aussi au paragraphe 3 de la section VI des procédures et mécanismes et au paragraphe 49 de l'annexe de la décision 22/CMP.1, le secrétariat a transmis au Comité les rapports annuels faisant le point sur les inventaires annuels soumis en 2010 par les Parties suivantes: Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Croatie, Danemark, Estonie, Espagne, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Monaco, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Ukraine et Union européenne.

24. Comme suite au paragraphe 1 de la section VI des procédures et mécanismes, le secrétariat a transmis au Comité le rapport d'examen individuel de la Bulgarie pour 2009, qui faisait état d'une question de mise en œuvre. Conformément au paragraphe 2 de la section VI des procédures et mécanismes, le rapport a également été communiqué à la Bulgarie. Des renseignements sur les travaux de la chambre de l'exécution concernant cette question de mise en œuvre figurent dans la section C du chapitre III.

25. En application du paragraphe 139 de l'annexe de la décision 22/CMP.1, dans les cas où la cinquième communication nationale de Parties visées à l'annexe I de la Convention qui sont également Parties au Protocole de Kyoto n'avait pas été soumise dans les délais prévus, ce retard a été porté à l'attention du Comité (voir le document CC/2010/1). À sa huitième réunion, la plénière du Comité a examiné les renseignements que le secrétariat lui avait communiqués pour lui permettre de faire le point sur les rapports soumis et examinés au titre du Protocole de Kyoto (document CC/8/2010/6) et a noté avec une vive préoccupation que, près d'un an après l'expiration du délai fixé dans la décision 10/CP.13, Monaco n'avait toujours pas soumis sa cinquième communication nationale, assortie des informations supplémentaires requises au titre du paragraphe 2 de l'article 7 du Protocole. La plénière du Comité a noté, par le biais du rapport de la chambre de facilitation, que Monaco avait, dans une lettre datée du 16 septembre 2010, exprimé l'intention de présenter sa cinquième communication nationale à la fin d'octobre ou au début de novembre (voir également le paragraphe 46 ci-dessous).

26. Conformément au paragraphe 4 de la décision 13/CMP.1, le secrétariat a transmis au Comité le deuxième rapport annuel de compilation et de comptabilisation pour les Parties visées à l'annexe B du Protocole de Kyoto et l'additif de ce rapport (document CC/2009/2).

27. À sa cinquième réunion, la plénière du Comité a décidé de continuer à suivre de près, lors de ses réunions ultérieures, la question de la cohérence du processus d'examen et celle de l'insuffisance des ressources, notamment le manque d'experts disponibles pour le processus d'examen. À sa sixième réunion, elle est convenue de continuer, à sa réunion suivante, d'étudier la question de la cohérence des examens, y compris ses répercussions sur les travaux des deux chambres. Il n'a pas été possible de traiter cette question à sa septième réunion, qui a été axée sur celle du conflit d'intérêts.

28. À sa huitième réunion, la plénière du Comité a pris connaissance des informations fournies par le secrétariat au sujet de l'examen de cette question par le SBI, par l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique et par les examinateurs principaux lors

de leurs réunions. Vu l'importance de la cohérence dans le processus d'examen, la plénière du Comité est convenu de maintenir cette question à l'ordre du jour de sa réunion suivante.

B. Examen par la chambre de l'exécution des questions de mise en œuvre concernant la Croatie

29. Au cours de la période sur laquelle portait son précédent rapport, la chambre de l'exécution a examiné deux questions de mise en œuvre concernant la Croatie⁶. Dans le cadre de cet examen, la chambre a adopté une conclusion préliminaire (voir le document CC-2009-1-6/Croatia/EB), constatant que la Croatie ne s'était pas conformée aux paragraphes 7 et 8 de l'article 3 du Protocole de Kyoto ni aux modalités de comptabilisation des quantités attribuées à arrêter en application du paragraphe 4 de l'article 7 du Protocole (décision 13/CMP.1).

30. Après avoir reçu une nouvelle communication écrite de la Croatie, la chambre a confirmé sa conclusion préliminaire dans une décision finale (document CC-2009-1-8/Croatia/EB) le 26 novembre 2009. Le 31 décembre 2009, la Croatie a fait parvenir des observations sur la décision finale de la chambre de l'exécution. Conformément au paragraphe 2 de l'article 22 du Règlement intérieur, les observations de la Croatie sur la décision finale de la chambre de l'exécution ont été reproduites dans le présent rapport à l'annexe II. Le 14 janvier 2010, la Croatie a formé un recours contre la décision finale.

31. À l'alinéa *b* du paragraphe 23 de la conclusion préliminaire, il était demandé à la Croatie d'élaborer le plan visé au paragraphe 1 de la section XV des procédures et mécanismes. Conformément au paragraphe 2 de la section XV, le plan en question devait être soumis le 2 mars 2010. Dans une lettre datée du 8 mars 2010, envoyée en réponse à une demande de renseignements à ce sujet, la Croatie a fait savoir qu'elle n'entendait pas présenter un tel plan en raison du recours formé contre la décision finale de la chambre de l'exécution.

32. À sa onzième réunion, la chambre de l'exécution a examiné la question de la non-présentation par la Croatie du plan mentionné ci-dessus au paragraphe 31.

33. La chambre de l'exécution a noté que, selon le paragraphe 4 de la section XI des procédures et mécanismes, les décisions de la chambre de l'exécution demeurent en vigueur tant qu'il n'a pas été statué sur le recours. Par conséquent, la Croatie est tenue par la décision finale de la chambre jusqu'à ce que la CMP ait conclu son examen du recours de la Croatie. Or la Croatie n'a soumis aucun plan dans les délais voulus. La chambre de l'exécution est convenue de demander à la plénière du Comité de porter cette question à l'attention de la CMP.

34. Conformément à l'alinéa *a* du paragraphe 2 de la section III des procédures et mécanismes, la décision mentionnée ci-dessus au paragraphe 30 est consignée à l'annexe I du présent rapport.

⁶ Des précisions sur cet examen figurent à la section C du chapitre III du quatrième rapport annuel du Comité de contrôle du respect des dispositions à la CMP (FCCC/KP/CMP/2009/17).

C. Examen par la chambre de l'exécution d'une question de mise en œuvre concernant la Bulgarie

35. Le 9 mars 2010, une question de mise en œuvre signalée dans le report d'examen de la communication annuelle de la Bulgarie pour 2009 a été soumise au Comité⁷. Le bureau du Comité a renvoyé cette question à la chambre de l'exécution le 15 mars 2010. Le 31 mars suivant, celle-ci a décidé d'entrer en matière (voir les documents CC-2010-1-2/Bulgaria/EB et Corr.1).

36. La question de mise en œuvre a trait au respect du «Cadre directeur des systèmes nationaux permettant d'estimer les émissions anthropiques par les sources et les absorptions anthropiques par les puits de gaz à effet de serre, prévu au paragraphe 1 de l'article 5 du Protocole de Kyoto» (annexe de la décision 19/CMP.1).

37. La chambre de l'exécution a reçu une communication écrite de la Bulgarie le 6 mai 2010 et, le 10 mai suivant, a organisé une audition à la demande de cette Partie. Dans sa conclusion préliminaire datée du 12 mai 2010 (voir le document CC-2010-1-6/Bulgaria/EB), elle a jugé que la Bulgarie ne se conformait pas au cadre directeur visé au paragraphe 36 ci-dessus. Après avoir reçu une nouvelle communication écrite de cette Partie, la chambre a confirmé sa conclusion préliminaire dans une décision finale (document CC-2010-1-8/Bulgaria/EB) le 28 juin 2010.

38. Le 21 juillet 2010, la Bulgarie a formulé des observations au sujet de la décision finale de la chambre de l'exécution. Le 3 août 2010, elle a représenté officiellement ses observations écrites. Conformément au paragraphe 2 de l'article 22 du Règlement intérieur, les observations représentées par la Bulgarie au sujet de la décision finale de la chambre de l'exécution figurent à l'annexe III du présent rapport.

39. Le 12 août 2010, la Bulgarie a soumis un document intitulé «Plan mis à jour d'amélioration visant à assurer le fonctionnement efficace et régulier du système d'inventaire national bulgare conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 5 du Protocole de Kyoto et de la décision 19/CMP.1, ainsi qu'aux prescriptions pertinentes de l'UE» (CC-2010-1-11/Bulgaria/EB), ci-après dénommé le plan mis à jour d'amélioration, comme suite à la décision finale de la chambre de l'exécution et en application du paragraphe 2 de la section XV des procédures et mécanismes. À sa onzième réunion, tenue le 16 septembre 2010, la chambre de l'exécution a constaté que le plan mis à jour d'amélioration de la Bulgarie ne satisfaisait pas pleinement aux prescriptions du paragraphe 2 de la section XV des procédures et mécanismes, du paragraphe 1 de l'article 25 *bis* du Règlement intérieur et de l'alinéa *b* du paragraphe 20 de la conclusion préliminaire de la chambre. En particulier, il ne comprenait aucune analyse des motifs du non-respect, comme le prévoit l'alinéa *a* du paragraphe 2 de la section XV des procédures et mécanismes.

40. La chambre a noté que, conformément au paragraphe 2 de la section XV des procédures et mécanismes, la Bulgarie avait jusqu'au 1^{er} octobre 2010 pour présenter le plan visé à l'alinéa *b* du paragraphe 20 de la conclusion préliminaire. La chambre a encouragé la Bulgarie à présenter, le 1^{er} octobre 2010 au plus tard, un plan complet, comme prévu au paragraphe 2 de la section XV des procédures et mécanismes et au paragraphe 1 de l'article 25 *bis* du Règlement intérieur, après quoi la chambre poursuivrait son examen et son évaluation du plan conformément au paragraphe 2 de l'article 25 *bis* du Règlement intérieur.

⁷ FCCC/ARR/2009/BRG.

41. La chambre a instamment engagé les Parties considérées comme ne satisfaisant pas à leurs obligations à tirer le meilleur parti possible de la période prévue au paragraphe 2 de la section XV des procédures et mécanismes pour présenter des plans qui répondent pleinement aux prescriptions du paragraphe 2 de la section XV des procédures et mécanismes et au paragraphe 1 de l'article 25 *bis* du Règlement intérieur.

42. Conformément à l'alinéa *a* du paragraphe 2 de la section III des procédures et mécanismes, les décisions prises par la chambre de l'exécution à l'égard de la Bulgarie au cours de la période considérée sont consignées à l'annexe I du présent rapport.

D. Examen par la chambre de la facilitation de dispositions relatives à la facilitation

43. À sa septième réunion, la chambre de la facilitation est convenue de continuer de discuter à sa réunion suivante de la façon dont elle pourrait procéder pour s'acquitter de la tâche qui lui incombe, consistant à donner des conseils et à apporter une aide en vue de promouvoir le respect des dispositions et de signaler rapidement tout risque de non-respect en application de l'alinéa *a* du paragraphe 6 de la section IV des procédures et mécanismes. À sa huitième réunion, la chambre a eu un échange de vues initial sur l'ordre de priorité à envisager pour les examens approfondis des cinquièmes communications nationales des Parties visées à l'annexe I.

44. À sa neuvième réunion, la chambre a noté qu'il importait que les communications nationales soient soumises avec diligence avant le délai fixé, pour que les examens approfondis puissent être menés à bien aussi rapidement que possible. La chambre a aussi reconnu que les équipes d'experts chargés des examens se heurtaient à des problèmes de ressources et elle a encouragé les Parties à tenir compte de la nécessité de prévoir des ressources suffisantes en vue du fonctionnement efficace et rationnel du processus d'examen au titre de l'article 8 du Protocole de Kyoto. En outre, elle est convenue de continuer d'étudier une série de critères de détermination des priorités à utiliser pour les examens approfondis des sixièmes communications nationales, compte tenu de l'expérience antérieure concernant notamment les cinquièmes communications nationales.

45. À sa huitième réunion, la chambre a aussi constaté que la plénière du Comité avait demandé à deux reprises à la CMP des orientations sur les mesures que le Comité pourrait prendre en cas de retards dans la présentation par une Partie visée à l'annexe I de sa communication nationale⁸ et que la CMP n'avait pas encore donné suite à sa demande⁹. À sa neuvième réunion, la chambre a observé que la CMP, à sa cinquième session, n'avait pas précisé les mesures éventuelles que la chambre pourrait prendre à l'égard de sa fonction de facilitation et dans le cadre de son mandat, concernant notamment les retards persistants dans la présentation de communications nationales. La chambre accueillerait avec intérêt des éclaircissements de la CMP sur sa fonction de facilitation, comme elle l'a demandé antérieurement, mais elle a aussi constaté combien il était utile qu'elle étoffe sa propre pratique sur la base de son mandat, comme dans le cas de Monaco (voir le paragraphe 46 ci-dessous).

46. À sa huitième réunion, la chambre a aussi constaté qu'il lui faudrait prendre des initiatives préventives à l'égard des Parties n'ayant pas encore présenté leur cinquième

⁸ Voir les paragraphes 4 b) et 22 du deuxième rapport annuel du Comité à la CMP (FCCC/KP/CMP/2007/6) et les paragraphes 4 b) et 22 du quatrième rapport annuel du Comité à la CMP (FCCC/KP/CMP/2009/17).

⁹ Voir les décisions 4/CMP.2 et 6/CMP.5.

communication nationale qui, selon la décision 10/CP.13, était attendue le 1^{er} janvier 2010. Elle est convenue de soumettre cette question à tous ses membres par voie électronique, vu que le quorum n'avait pas été atteint à sa huitième réunion. Se fondant sur ce qui avait été convenu, le président a proposé, et la chambre a décidé, d'adresser une lettre à Monaco (voir l'annexe du document CC/FB/2010/2)¹⁰ demandant qu'une réponse soit fournie avant la neuvième réunion de la chambre. Dans cette lettre, envoyée le 28 juillet 2010, la chambre de la facilitation se disait préoccupée par le retard enregistré dans la soumission de la cinquième communication nationale de Monaco et demandait si, conformément au paragraphe 4 de la section IV des procédures et mécanismes, elle pouvait donner des conseils et apporter une aide pour que Monaco puisse s'acquitter de ses obligations en la matière. Dans une lettre datée du 16 septembre 2010, Monaco a fait part de son intention de soumettre sa cinquième communication nationale à la fin d'octobre ou au début de novembre.

47. À sa neuvième réunion, la chambre est convenue que, si Monaco n'envoyait pas sa cinquième communication nationale d'ici au 15 novembre 2010, le président de la chambre lui adresserait une lettre pour s'enquérir de ce qu'il en était de cette communication et demandant à nouveau si la chambre pouvait donner des conseils ou apporter une aide.

48. Conformément à l'alinéa *a* du paragraphe 2 de la section III des procédures et mécanismes, la décision de la chambre de la facilitation mentionnée ci-dessus au paragraphe 46 est consignée à l'annexe I du présent rapport.

E. Conflit d'intérêts ayant trait aux travaux du Comité

49. À sa septième réunion, la plénière du Comité a commencé à débattre des conflits d'intérêts dans le cadre des travaux du Comité. À sa huitième réunion, elle a poursuivi son débat en se fondant sur une série de questions préparées par les coprésidents (document CC/8/2010/2). En examinant ces questions, la plénière du Comité est parvenue à un accord sur certains éléments.

50. La plénière est convenue que le fait d'être membre d'une délégation aux réunions organisées au titre de la Convention ou de son Protocole de Kyoto et membre ou membre suppléant du Comité ne constituait pas en soi un conflit d'intérêts et n'était pas incompatible avec l'indépendance et l'impartialité requises. Cependant, elle a reconnu qu'il pouvait y avoir des circonstances dans lesquelles un tel état de choses risquait d'entraîner un conflit d'intérêts ou une incompatibilité avec les exigences d'indépendance et d'impartialité. Les membres du Comité et leurs suppléants devraient en pareil cas faire preuve d'une diligence raisonnable.

51. La plénière du Comité a constaté que le paragraphe 4 de l'article 4 du Règlement intérieur autorisait le bureau à s'entretenir de façon informelle avec le membre ou le membre suppléant au sujet desquels des informations laissant entrevoir un éventuel conflit d'intérêts avaient été reçues conformément à cet article. Le Comité continuera d'affiner sa pratique à cet égard, en conformité avec le paragraphe 4 de l'article 4.

52. La plénière du Comité a noté que les questions relatives à d'éventuels conflits d'intérêts ou à une incompatibilité avec l'indépendance et l'impartialité exigées devaient être soulevées sans délai. De telles questions devaient être portées à l'attention du Comité le plus tôt possible dans la procédure lorsque les informations sur les faits susceptibles de

¹⁰ La lettre est consultable à l'adresse http://unfccc.int/kyoto_protocol/compliance/facilitative_branch/items/3786.php.

donner lieu à un conflit d'intérêts étaient connues de la Partie concernée, et en tout état de cause au plus tard lors de l'audition.

F. Question d'un éventuel conflit d'intérêts concernant un membre suppléant du Comité

53. Comme on l'a vu ci-dessus au paragraphe 30, la chambre de l'exécution a pris une décision finale concernant la Croatie le 26 novembre 2009. Le 24 décembre 2009, dans ses observations relatives à la décision finale, la Croatie a, pour la première fois, fait état d'un «conflit d'intérêts manifeste» lié à la participation de M. Tuomas Kuokkanen, membre suppléant du Comité élu pour siéger à la chambre de l'exécution, à l'examen et à l'élaboration de la conclusion préliminaire la concernant. De l'avis de cette Partie, le conflit d'intérêts résultait du fait que M. Kuokkanen «était également membre de la délégation de l'UE à la douzième session de la Conférence des Parties à Nairobi qui avait exprimé des réserves quant à l'application, dans le cadre du Protocole de Kyoto, de la latitude accordée à la Croatie en vertu de la décision 7/CP.12»¹¹. La Croatie a réaffirmé ce point dans son recours contre la décision finale de la chambre de l'exécution.

54. La plénière du Comité a rappelé que les recours formés devant la CMP dans le cadre des procédures et mécanismes devaient être fondés sur le principe d'une procédure régulière et a reconnu que les questions de conflit d'intérêts pouvaient susciter des préoccupations quant à la régularité des procédures.

55. Le 26 janvier 2010, une note du Secrétaire exécutif intitulée «Evidence from a Party which may indicate a conflict of interest» (informations communiquées par une Partie qui peuvent laisser entrevoir un conflit d'intérêts) a été adressée à M. Oberthür, à M^{me} de Wet et à M. Pallemarts, membres du bureau du Comité¹², de même qu'une lettre de M. Kuokkanen datée du 25 janvier 2010 qui a également été reçue à la même date. M. Oberthür a suggéré que le nouveau bureau, dont les membres devaient prendre leurs fonctions le 3 février 2010, examine cette question. Le 4 février 2010, la note et la lettre datées du 25 janvier 2010 ont été envoyées aux membres du nouveau bureau mentionnés ci-dessus au paragraphe 9.

56. Comme suite à une demande du bureau, le secrétariat a rédigé une lettre à l'intention de M. Kuokkanen, lui demandant notamment quelles étaient ses réactions éventuelles à la note du Secrétaire exécutif, ce qu'il pouvait penser a posteriori de sa participation aux travaux du Comité concernant la question à laquelle se rapportaient les informations en question et s'il entendait présenter des observations au cas où les informations laissant entrevoir le conflit d'intérêts seraient soumises à la plénière du Comité.

57. Dans sa réponse du 16 mars 2010, M. Kuokkanen a déclaré qu'il n'avait pas enfreint le Règlement intérieur et qu'il ne jugeait donc pas nécessaire de s'abstenir de participer aux travaux du Comité concernant la question sur laquelle portait l'allégation de la Croatie.

58. Conformément au paragraphe 4 de l'article 4 du Règlement intérieur, le bureau a demandé au secrétariat de soumettre les informations laissant entrevoir un éventuel conflit

¹¹ Voir le document CC-2009-1-9/Croatia/EB figurant dans l'annexe II du présent rapport. Les réserves mentionnées par la Croatie figurent au paragraphe 134 du document FCCC/SBI/2006/28.

¹² M. El Gizouli, anciennement membre de la chambre de la facilitation, a cessé d'être membre du bureau le 1^{er} janvier 2010. Son mandat de membre de la chambre de la facilitation a pris fin le 31 décembre 2009.

d'intérêts (voir le document CC/7/2010/4)¹³ à la plénière du Comité, qui a examiné la question à ses septième et huitième réunions.

59. M. Kuokkanen a fait un exposé oral à la septième réunion de la plénière du Comité. Celle-ci a noté que l'argument du conflit d'intérêts était un élément essentiel du recours de la Croatie contre la décision finale de la chambre de l'exécution. Vu que la CMP devait examiner ce recours à sa sixième session, la plénière du Comité a aussi noté qu'il fallait dûment prêter attention au moment auquel toute décision serait prise au titre du paragraphe 4 de l'article 4 du Règlement intérieur.

60. La plénière du Comité a fait observer que les Parties devaient soulever les questions relatives à des conflits d'intérêts le plus tôt possible dans la procédure. La plénière a en outre noté que les informations sur les faits qui ont donné lieu à l'allégation de conflit d'intérêts de la part de la Croatie étaient déjà disponibles au moment où elle a pris connaissance de la décision relative à l'examen préliminaire.

61. La plénière du Comité a rappelé que les recours formés devant la CMP dans le cadre des procédures et mécanismes ne pouvaient être fondés que sur le principe d'une procédure régulière, que la décision finale avait été adoptée après examen de tous les éléments avancés par la Croatie au cours des délibérations et que la question d'un éventuel conflit d'intérêts dans le cas d'un membre suppléant n'avait été soulevée qu'à l'issue de l'examen par la chambre de l'exécution des questions de mise en œuvre, alors que la Croatie disposait tout au long de la procédure des informations sur les faits laissant entrevoir le conflit d'intérêts éventuel.

62. La plénière du Comité a noté également que M. Kuokkanen avait participé à l'examen et à l'élaboration de la conclusion préliminaire mais pas à l'examen et à l'élaboration de la décision finale et qu'il n'avait pris part au vote ni dans un cas ni dans l'autre.

63. À sa huitième réunion, la plénière du Comité est convenue qu'il n'était pas nécessaire de procéder à un plus ample examen de l'éventuel conflit d'intérêts concernant M. Kuokkanen avant que la CMP se saisisse du recours mentionné ci-dessus au paragraphe 53.

IV. Ressources

64. Pour l'exercice biennal 2010-2011, un montant de 1 228 060 euros¹⁴ a été inscrit au budget de base de la Convention pour financer les activités relatives au Comité. Au 31 juillet 2010, 87 378 dollars des États-Unis avaient été reçus pour cet exercice. La CMP voudra peut-être exprimer ses sincères remerciements au Japon et à la Suisse, qui ont versé des contributions au Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires en vue de soutenir les travaux du Comité au cours de l'exercice biennal 2010-2011.

¹³ Ce document contient la note du Secrétaire exécutif et la lettre de M. Kuokkanen datées du 25 janvier 2010 dont il est question ci-dessus au paragraphe 55, la lettre du secrétariat mentionnée au paragraphe 56 et la réponse de M. Kuokkanen mentionnée au paragraphe 57.

¹⁴ Ce montant ne comprend pas les dépenses d'appui au programme (frais généraux) ni la réserve de trésorerie.

Annexe I

Décisions prises par les chambres du Comité de contrôle du respect des dispositions au cours de la période considérée

Décisions prises par les chambres du Comité de contrôle du respect des dispositions au cours de la période considérée

<i>Titre</i>	<i>Document n^o</i>	<i>Date</i>
CROATIE (CC-2009-1/Croatia/EB)*		
Décision finale	CC-2009-1-8/Croatia/EB	26 novembre 2009
BULGARIE (CC-2010-1/Bulgaria/EB)**		
Décision relative à l'examen préliminaire	CC-2010-1-2/Bulgaria/EB et Corr.1	31 mars 2010 et 17 mai 2010
Avis d'experts: Bulgarie	CC-2010-1-4/Bulgaria/EB	15 avril 2010
Conclusion préliminaire	CC-2010-1-6/Bulgaria/EB	12 mai 2010
Décision finale	CC-2010-1-8/Bulgaria/EB	28 juin 2010
MONACO***		
Rapport sur un vote par voie électronique (lettre à Monaco concernant la soumission tardive de sa cinquième communication nationale)	CC/FB/2010/2	30 juillet 2010

* La décision concernant la Croatie peut être consultée dans les six langues officielles de l'ONU à l'adresse http://unfccc.int/kyoto_protocol/compliance/enforcement_branch/items/5456.php.

** Les décisions concernant la Bulgarie peuvent être consultées dans les six langues officielles de l'ONU à l'adresse http://unfccc.int/kyoto_protocol/compliance/questions_of_implementation/items/5538.php.

*** Le rapport sur la décision d'adresser une lettre à Monaco peut être consulté en anglais à l'adresse http://unfccc.int/kyoto_protocol/compliance/facilitative_branch/items/3786.php.

Annexe II

Observations de la Croatie sur la décision finale* (CC-2009-1-8/Croatia/EB)

République de Croatie

Ministère de la protection de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la construction

Comité de contrôle du respect des dispositions

Secrétariat

Chambre de l'exécution

Observations de la Croatie sur la décision finale CC-2009-1-8/Croatia/EB

Zagreb, 24 décembre 2009

* Chambre de l'exécution du Comité de contrôle du respect des dispositions, CC-2009-1-9/Croatia/EB, 4 janvier 2010.

Conformément au paragraphe 8 de la section VIII des Procédures et mécanismes relatifs au respect des dispositions figurant dans l'annexe de la décision 27/CMP.1 et au paragraphe 2 de l'article 22 du Règlement intérieur du Comité de contrôle du respect des dispositions figurant dans l'annexe de la décision 4/CMP.2 telle que modifiée par la décision 4/CMP.4, la République de Croatie communique ci-après ses observations sur la décision finale CC-2009-1-8/Croatia/EB adoptée le 26 novembre 2009 par la chambre de l'exécution du Comité de contrôle du respect des dispositions.

La Croatie tient à exprimer sa profonde déception et son incrédulité à l'égard de la décision finale CC-2009-1-8/Croatia/EB (la décision finale) confirmant intégralement la constatation préliminaire CC-2009-1-6/Croatia/EB. La Croatie estime que la décision finale en question est dénuée de fondement, inéquitable et déséquilibrée et, en l'état actuel des choses, qu'elle lui est extrêmement préjudiciable, d'autant que la chambre de l'exécution du Comité de contrôle du respect des dispositions (la chambre de l'exécution) a adopté le point de vue selon lequel elle n'était pas compétente pour prendre en considération des arguments – **quels qu'ils fussent** – en faveur de la Croatie qui s'avèrent déterminants pour le règlement de cette question, notamment le déni du principe de l'égalité de traitement.

Vu que, dans sa décision finale, la chambre de l'exécution a omis de commenter en détail les arguments essentiels qu'elle avait avancés, la Croatie se réfère à nouveau à sa déclaration CC-2009-1-7/Croatia/EB du 12 novembre 2009. Les observations ci-après doivent être lues parallèlement et comme suite à la déclaration de la Croatie CC-2009-1-7/Croatia/EB jointe en annexe.

Observations

1. En se prononçant sur le dossier croate, la chambre de l'exécution, faisant valoir qu'elle était incompétente, a ignoré tous les arguments formulés par la Croatie, adoptant ainsi une décision inappropriée et inéquitable.
2. La décision finale n'est pas conforme aux paragraphes 1 et 2 de l'article 31 de la Convention de Vienne sur le droit des traités spécifiant qu'un traité doit être interprété de **bonne foi et à la lumière de son objet et de son but**, et que, aux fins de son interprétation, tant l'**annexe** que le **préambule** du traité doivent être pris en considération.

En dépit des dispositions susmentionnées, la chambre a omis, en interprétant les dispositions du Protocole de Kyoto, de tenir compte du préambule dudit protocole, qui rappelle la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (la Convention), s'agissant en particulier d'atteindre son objectif ultime (art. 2) et de s'inspirer de ses principes (art. 3) «sur la base de l'équité et en fonction des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives», ainsi que le Mandat de Berlin. Par conséquent, en vertu du préambule du Protocole de Kyoto et des normes juridiques internationales, la chambre était tenue de considérer ce Protocole **comme un prolongement de la Convention** et de l'interpréter **à la lumière de son objet et de son but, plutôt que de considérer ce traité comme totalement distinct**. Si la chambre avait suivi cette démarche, une décision équitable aurait été une décision respectant la situation particulière et les capacités de la Croatie, dont il avait été tenu compte antérieurement au titre de la Convention dans la décision 7/CP.12.

L'interprétation restrictive de la chambre de l'exécution contredit donc manifestement le fait que le Protocole de Kyoto a été adopté **en application et sur la base du Mandat de Berlin**, faisant l'objet de la décision 1/CP.1 de la Conférence des Parties, à la suite de l'examen des alinéas *a* et *b* du paragraphe 2 de l'article 4 de la Convention et de la conclusion qui en a été tirée que ces alinéas n'étaient pas adéquats. De fait, le Mandat de Berlin a opté pour un renforcement des engagements pris par les Parties aux alinéas *a* et *b* du paragraphe 2 de l'article 4 de façon à atteindre effectivement les buts de la Convention. Cette initiative s'est traduite par l'adoption du Protocole de Kyoto. Étant donné que le

Protocole de Kyoto découle du paragraphe 2 de l'article 4 de la Convention, il doit de toute évidence être interprété **à la lumière de l'objet et du but de la Convention. Il importe de noter ici qu'il a été accordé une certaine latitude à la Croatie pour exécuter ses engagements au titre, précisément, du paragraphe 2 de l'article 4 de la Convention et, par conséquent, des amendements à cet instrument ou de ses dispositions complémentaires.**

En recommandant qu'un traité soit interprété **de bonne foi et à la lumière de son objet et de son but**, la Convention de Vienne sur le droit des traités souscrit donc pleinement à une interprétation téléologique des traités, qu'elle privilégie par rapport à une interprétation grammaticale. La Croatie soutient fermement cette position, qu'elle souhaite voir dûment respectée et suivie.

3. La décision finale n'est pas conforme à l'alinéa *b* du paragraphe 3 de l'article 31 de la Convention de Vienne sur le droit des traités, qui précise qu'il doit être tenu compte **de toute pratique ultérieurement suivie** dans l'application du traité à l'égard de son interprétation.

En dépit des dispositions susmentionnées, la chambre n'a pas pris en considération la latitude accordée au titre de la Convention pour l'application du Protocole de Kyoto dans les cas comparables de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Pologne, de la Roumanie, de la Slovénie et de l'Islande. En l'occurrence, il leur a été laissé cette latitude sans en exiger la confirmation par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP) ou une quelconque confirmation supplémentaire, fixant ainsi une pratique transparente et cohérente (précédents) à l'égard de la flexibilité accordée, selon la décision 7/CP.12, à la Croatie en ce qui concerne le Protocole de Kyoto, comme cela avait déjà été fait dans tous les cas précités. Un tel état de choses contrevient manifestement au principe de l'égalité de traitement.

4. La décision finale n'est pas conforme à l'article 32 de la Convention de Vienne sur le droit des traités, qui spécifie que lorsque l'interprétation donnée *«a) laisse le sens ambigu ou obscur; ou b) conduit à un résultat qui est manifestement absurde ou déraisonnable»*, il convient de tenir compte de moyens supplémentaires d'interprétation, et notamment des travaux préparatoires et **des circonstances dans lesquelles le traité a été conclu.**

Comme la Croatie l'a fait observer tout au long de la procédure dans le cadre du Comité de contrôle du respect des dispositions, la décision finale par laquelle la chambre de l'exécution a déclaré la Croatie en situation de non-respect des dispositions en contestant la latitude qui lui avait été accordée au titre de la décision 7/CP.12 est manifestement **absurde et déraisonnable** à plusieurs égards:

a) Le refus de reconnaître la latitude accordée antérieurement à la Croatie en raison de sa situation particulière ferait revenir l'économie du pays quarante ans en arrière, au niveau des besoins en énergie de 1974. Il convient de se rappeler qu'en 1990, 27 % seulement de l'électricité consommée provenait de centrales alimentées aux combustibles fossiles sur le territoire croate;

b) Il eut fallu tenir dûment compte du fait que la décision 7/CP.12 a été adoptée en 2006 alors que le Protocole de Kyoto était déjà en vigueur, c'est-à-dire à un moment où la Croatie ne pouvait plus intervenir sur le texte du Protocole, et que cette décision constituait une condition essentielle fixée par la Croatie pour le ratifier, de manière à pouvoir s'y conformer;

c) Si la décision 7/CP.12 n'est pas appliquée à la Croatie pour la première période d'engagement, cela revient à remettre en question l'objet même de plusieurs années de négociations, tout comme la décision 7/CP.12 proprement dite, adoptée à l'unanimité à la douzième session de la Conférence des Parties tenue à Nairobi (Kenya). Le refus de

reconnaître l'applicabilité de la décision 7/CP.12 empêcherait la Croatie de bénéficier des flexibilités qui y sont envisagées pour permettre le respect intégral des dispositions, ce qui la placerait du même coup dans une situation économique critique;

d) La conséquence de la non-prise en compte de la décision 7/CP.12 est que la Croatie a été et reste considérée comme ne respectant pas l'objectif fixé en matière d'émissions de gaz à effet de serre tant au titre de la Convention que du Protocole de Kyoto depuis 2005. C'est précisément la raison pour laquelle une latitude a été demandée et ultérieurement accordée à la Croatie conformément à la décision 7/CP.12.

La chambre de l'exécution a omis de prendre en considération les conséquences découlant pour la Croatie de la dissolution de l'ex-Yougoslavie, dont il était expressément tenu compte dans la décision 7/CP.12 de la Conférence des Parties selon laquelle, en application du paragraphe 6 de l'article 4 de la Convention, la Croatie a été autorisée à ajouter 3,5 millions de tonnes d'équivalent CO₂ au volume de ses émissions de gaz à effet de serre non réglementés par le Protocole de Montréal pour 1990 aux fins du calcul du volume des émissions correspondant à l'année de référence pour la mise en œuvre de ses engagements au titre du paragraphe 2 de l'article 4 de la Convention.

La chambre de l'exécution a en outre omis de prendre en considération le fait que la Croatie et les Parties à la Convention étaient bien conscientes des circonstances historiques propres à ce pays et de son incapacité d'atteindre l'objectif du Protocole de Kyoto pour 2012, ce dont il a été dûment tenu compte avec l'adoption de la décision 7/CP.12. En agissant de la sorte, les Parties à la Convention ont veillé à ce que la Croatie ait de bonnes chances d'atteindre l'objectif fixé, ce qui sans cela lui aurait été incontestablement impossible.

La chambre de l'exécution a omis de reconnaître que la décision 7/CP.12 était une des conditions *sine qua non* de la ratification du Protocole de Kyoto par la Croatie.

La chambre de l'exécution a négligé de prendre en considération la liste officielle des Parties visées à l'annexe I de la Convention, publiée sur le site Internet officiel de la Convention, où la Croatie est considérée comme une «*Partie qui fait expressément l'objet d'une décision de la Conférence des Parties et/ou de la CMP» (en anglais sur le site Internet), à savoir les décisions 4/CP.3, 10/CP.11 et **7/CP.12**.

Au total, ces graves omissions de la part de la chambre de l'exécution font que sa décision finale est déraisonnable et dénuée de fondement, notamment au regard des circonstances historiques et des particularités dont découle la ratification du Protocole de Kyoto par la Croatie.

5. La décision finale n'est pas conforme au paragraphe 1 de l'article 7 du Protocole de Kyoto qui impose à chacune des Parties visées à l'annexe I l'obligation de communiquer son inventaire annuel des émissions anthropiques par les sources et de l'absorption par les puits des gaz à effet de serre non réglementés par le Protocole de Montréal, **conformément aux décisions pertinentes de la Conférence des Parties** (y compris la décision 7/CP.12).

6. La décision finale ne cadre pas avec le paragraphe 1 de l'article 8 du Protocole de Kyoto selon lequel toute information communiquée en application de l'article 7 par chacune des Parties visées à l'annexe I est examinée par des équipes composées d'experts **comme suite aux décisions pertinentes de la Conférence des Parties** (y compris la décision 7/CP.12).

7. La décision finale n'est pas conforme à l'alinéa a du paragraphe 7 de l'annexe de la décision 13/CMP.1 où il est précisé que, dans la première partie du rapport mentionné au paragraphe 6 sont présentés, entre autres, des inventaires complets des émissions anthropiques par les sources et des absorptions anthropiques par les puits des gaz à effet de serre non réglementés par le Protocole de Montréal pour toutes les années depuis 1990, ou

une autre année ou période de référence approuvée au titre du paragraphe 5 de l'article 3, jusqu'à la dernière année pour laquelle un inventaire est disponible, établis conformément au paragraphe 2 de l'article 5 et aux décisions pertinentes de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP), **compte tenu de toute décision pertinente de la Conférence des Parties** (y compris la décision 7/CP.12).

8. La décision finale n'est pas conforme aux dispositions du paragraphe 11 de la section II des Procédures et mécanismes relatifs au respect des dispositions figurant dans l'annexe de la décision 27/CMP.1, en vertu desquelles le Comité de contrôle du respect des dispositions doit **tenir compte du paragraphe 6 de l'article 4 de la Convention et de la latitude accordée aux Parties visées à l'annexe I qui sont en transition vers une économie de marché** (y compris la décision 7/CP.12).

9. La chambre de l'exécution a omis d'user du pouvoir qui lui est conféré en vertu du paragraphe 5 de la section V de l'annexe de la décision 27/CMP.1 d'ajuster les données d'inventaire et de corriger les données de compilation et de comptabilisation contenues dans la base de données aux fins de la comptabilisation des quantités attribuées, en cas de désaccord entre l'équipe d'examen composée d'experts et la Partie concernée. L'équipe d'experts ayant manqué à l'obligation qui lui était faite selon le paragraphe 1 de l'article 8 du Protocole de Kyoto de procéder à un examen par des experts des données d'inventaire de la Croatie **comme suite aux décisions pertinentes de la Conférence des Parties** (décisions 9/CP.2 et 7/CP.12), la chambre de l'exécution aurait dû exercer le pouvoir que lui confère le paragraphe 5 de la section V de l'annexe de la décision 27/CMP.1 en faisant jouer la latitude accordée à la Croatie et en ajustant les données contestées de l'équipe d'experts. Par ailleurs, il est à noter que l'application des décisions de la Conférence des Parties relatives au degré de latitude ne relève pas du mandat de l'équipe d'examen composée d'experts, ce qui est expressément indiqué au paragraphe 159 du rapport sur l'examen du rapport initial de la Croatie (FCCC/IRR/2008/HRV).

10. La décision finale n'est pas conforme au paragraphe 6 de la section VIII des Procédures et mécanismes relatifs au respect des dispositions figurant dans l'annexe de la décision 27/CMP.1, qui spécifie que toute information examinée par la chambre compétente est communiquée à la Partie concernée, que la chambre indique à la Partie concernée les informations qu'elle a retenues et qu'il est donné à la Partie concernée la possibilité de faire connaître par écrit ses vues au sujet de ces informations.

À la huitième réunion de la chambre de l'exécution tenue les 23 et 24 novembre 2009 à Bonn (Allemagne), ainsi qu'en diverses autres occasions, la chambre s'est référée à la remarque faite par la délégation de l'Union européenne à la douzième session de la Conférence des Parties tenue à Nairobi (Kenya), selon laquelle la Croatie ne pouvait pas appliquer la décision 7/CP.12 aux fins du respect de l'objectif du Protocole de Kyoto. Cependant, il convient ici de faire observer que la délégation de l'Union européenne **a voté en faveur de la décision 7/CP.12, adoptée par acclamation**, et a formulé seulement après coup une remarque orale qui ne crée pas un précédent sur le plan juridique. Vu que la remarque faite par la délégation de l'Union européenne à la douzième session de la Conférence des Parties a été incontestablement un élément important dans l'introduction de la procédure de la chambre de l'exécution à l'encontre de la Croatie, ainsi que dans sa conclusion finale, la chambre était manifestement tenue de fournir une explication concernant ladite remarque et ses incidences sur l'affaire intéressant la Croatie, et ce tant dans sa conclusion préliminaire que dans sa décision finale. Par ailleurs, la chambre de l'exécution était tenue d'offrir à la Croatie une occasion de répondre par écrit au point de vue de la chambre. Le fait que la chambre de l'exécution s'en soit abstenue représente un manquement manifeste de sa part aux règles de procédure.

11. La décision finale n'est pas conforme à l'article 4 du Règlement intérieur du Comité de contrôle du respect des dispositions figurant dans l'annexe de la décision 4/CMP.2 telle que modifiée par la décision 4/CMP.4, qui dispose que chaque membre ou membre suppléant siège à titre personnel, **agit de façon indépendante et impartiale, et évite des conflits d'intérêts réels ou apparents.**

En dépit de ce qui précède, il convient de souligner que M. Tuomas Kuokkanen, membre suppléant de la chambre de l'exécution, qui a participé à l'examen et l'élaboration de la conclusion préliminaire confirmée concernant la Croatie, était également membre de la délégation de l'Union européenne à la douzième session de la Conférence des Parties à Nairobi qui avait exprimé des réserves quant à l'application, dans le cadre du Protocole de Kyoto, de la latitude accordée à la Croatie en vertu de la décision 7/CP.12. La participation de M. Kuokkanen représente un conflit d'intérêts manifeste, auquel l'article 4 du Règlement intérieur du Comité de contrôle du respect des dispositions s'applique entièrement.

La Croatie a l'honneur de solliciter la traduction des présentes observations et de leur annexe en langue espagnole conformément au paragraphe 9 de la section VIII des Procédures et mécanismes relatifs au respect des dispositions figurant dans l'annexe de la décision 27/CMP.1.

Les arguments présentés ci-dessus et tout au long de la procédure seront développés dans le recours que la Croatie a introduit contre la décision finale CC-2009-1-8/Croatia/EB adoptée le 26 novembre 2009 par la chambre de l'exécution du Comité de contrôle du respect des dispositions, conformément à la section XI des Procédures et mécanismes relatifs au respect des dispositions figurant dans l'annexe de la décision 27/CMP.1.

La décision finale demeure en vigueur tant que la CMP n'a pas statué sur le recours.

Annexe III

Observations représentées par la Bulgarie au sujet de la décision finale* (CC-2010-1-8/Bulgaria/EB)

Observations de la Bulgarie sur la décision finale la concernant adoptée par la chambre de l'exécution le 28 juin 2010

Conformément au paragraphe 2 de l'article 22 du Règlement intérieur du Comité de contrôle du respect des dispositions du Protocole de Kyoto, la Bulgarie présente ci-après une réponse écrite à la décision finale de la chambre de l'exécution.

La Bulgarie se déclare déçue par la décision finale qui a confirmé la conclusion préliminaire du 12 mai 2010 la concernant.

Cette déception tient au fait que les mesures fondamentales que la Bulgarie a introduites, depuis l'examen dans le pays par l'équipe d'experts, pour améliorer son système national n'ont pas été prises en compte par la chambre de l'exécution dans son processus décisionnel.

La décision finale, tout comme la conclusion préliminaire, se fonde principalement sur les constatations et conclusions formulées par l'équipe d'experts au cours de sa visite en Bulgarie en septembre-octobre 2009. Or le système national a fait l'objet depuis lors d'améliorations notables qui ont été dûment décrites dans les communications suivantes de la Bulgarie:

- Le 16 novembre 2009, la Bulgarie a soumis un plan de travail comprenant des mesures propres à améliorer les dispositions institutionnelles, les compétences techniques du personnel et la qualité de l'inventaire annuel;
- Le 16 février 2010, elle a présenté une version mise à jour du plan de travail assortie d'un rapport intérimaire sur les projets et les ateliers de formation prévus ainsi que les accords conclus en matière de coopération institutionnelle;
- Dans sa communication écrite du 5 mai 2010 et dans l'exposé présenté lors de l'audition du 10 mai, la Bulgarie a fourni des renseignements détaillés et a clairement décrit ses dispositions institutionnelles et juridiques et les mesures adoptées pour renforcer le système national d'inventaire;
- Le 15 juin 2010, la Bulgarie a présenté un plan détaillé d'amélioration par secteur comportant des priorités et des délais précis à respecter pour régler rapidement les questions en suspens et remanier son système national.

La Bulgarie estime que la procédure accélérée prévue dans la section X des Procédures et mécanismes relatifs au respect des dispositions du Protocole de Kyoto n'offre pas au pays concerné des possibilités suffisantes de démontrer effectivement les progrès réalisés et, partant, d'éviter les graves conséquences économiques et financières découlant

* Chambre de l'exécution du Comité de contrôle du respect des dispositions, CC-2010-1-10/Bulgaria/EB, 9 août 2010.

de la confirmation – inévitable en l’occurrence – d’une situation de non-respect. Pareille procédure n’est guère justifiable, d’autant qu’elle est liée à l’application de mécanismes, prévus aux articles 6, 12 et 17, qui concrétisent les principes fondamentaux et les droits des Parties découlant du Protocole de Kyoto. Il nous semble donc souhaitable, dans la période comprise entre la conclusion préliminaire et la décision finale, de fixer au pays concerné un délai approprié et des conditions lui permettant d’entreprendre des efforts raisonnables et de mettre en évidence des progrès suffisants pour influencer sur le résultat final.

Nous avons dûment pris note du fait que la chambre de l’exécution s’était employée à tenir compte dans une certaine mesure de nos préoccupations concernant le contenu de la section «Conclusions et exposé des motifs» au paragraphe 14 de la conclusion préliminaire. Nous y voyons un signe positif montrant que la chambre de l’exécution a reconnu combien nous tenons et nous nous évertuons à remédier dans les meilleurs délais aux problèmes non résolus. À cet égard, la partie correspondante de l’ajout à la section «Conclusions et exposé des motifs» semble faire apparaître une démarche plus équilibrée et équitable. Cependant, nos doutes justifiés ne sont pas suffisamment pris en considération, vu que, dans la nouvelle communication du 15 juin 2010 et l’intervention faite à la réunion du 28 juin 2010, nous avons contesté non pas le droit revenant à la chambre de l’exécution de solliciter l’avis d’experts, mais uniquement le degré d’objectivité et l’exactitude de la citation des avis d’experts présentés lors de l’audition du 10 mai 2010.

La Bulgarie réaffirme son intention de faire parvenir une nouvelle soumission pour 2010 (tableaux du CRF et rapport national d’inventaire) ainsi qu’un plan d’amélioration mis à jour d’ici au 12 août 2010 pour mettre à nouveau en évidence les progrès appréciables réalisés par le pays.

Conformément au paragraphe 2 de la section X des Procédures et mécanismes du Comité de contrôle du respect des dispositions, la Bulgarie confirme qu’elle entend demander qu’un examen soit effectué sur place en septembre-octobre 2010, à la suite de cette nouvelle soumission. Nous espérons et comptons bien que la question fera l’objet d’un traitement juste et équitable et sera promptement réglée après l’examen dans le pays qui aura lieu en septembre-octobre 2010.

Annexe du document intitulé «Observations de la Bulgarie sur la décision finale la concernant adoptée par la chambre de l'exécution»

Intervention faite par la Bulgarie à la réunion de la chambre de l'exécution qui s'est tenue à Bonn, les 28 et 29 juin 2010

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les membres de la chambre de l'exécution,

Lors de l'audition du 10 mai, j'ai fait au nom de la Bulgarie un exposé minutieux des améliorations apportées à notre système national d'inventaire, qu'il s'agisse du dispositif institutionnel, des attributions et responsabilités des organes gouvernementaux nationaux respectifs, du cadre juridique correspondant, des dispositions visant à assurer la compétence technique du personnel ou des mesures prises pour renforcer le système national depuis l'examen effectué par l'équipe d'examen composée d'experts en 2009.

Je prends la parole aujourd'hui pour présenter nos vues sur la conclusion préliminaire adoptée le 12 mai par la chambre de l'exécution et pour vous donner un bref aperçu et des éclaircissements supplémentaires, s'il y a lieu, sur le plan d'amélioration soumis par la Bulgarie le 15 juin 2010.

Permettez-moi tout d'abord de formuler des observations sur la conclusion préliminaire. Nous déplorons que les initiatives et les mesures prises par la Bulgarie à la suite de l'examen effectué dans le pays par l'équipe d'experts n'aient pas été suffisamment prises en compte par la chambre de l'exécution au cours de son processus décisionnel. Lors de l'audition, nous avons reconnu les problèmes rencontrés concernant le dispositif institutionnel et les compétences techniques du personnel en raison du manque de ressources humaines et financières. Cependant, nous avons clairement recensé les diverses mesures appliquées pour améliorer le système national conformément à un plan visant à éliminer les problèmes subsistants.

La chambre de l'exécution a pris acte des progrès accomplis et a constaté que la Bulgarie était disposée et résolue à régler les questions liées à son système national, mais elle a préféré en fin de compte fonder sa décision sur les constatations et conclusions formulées par l'équipe d'examen à la suite de sa visite en Bulgarie en septembre-octobre de l'an dernier. Ainsi, il n'a été tenu aucun compte des améliorations concrètes apportées au système, ni de l'évolution positive vers la résolution des problèmes restants opérée depuis la visite de l'équipe d'examen.

S'agissant des règles applicables en matière de respect des dispositions, nous constatons avec une certaine amertume que ce qu'il est convenu d'appeler la «procédure accélérée» ne laisse pas à la Partie concernée la possibilité de se défendre effectivement en mettant en évidence les progrès accomplis après le dernier examen dans le pays. En fait, dans le laps de temps excessivement court qui s'écoule entre l'adoption de la conclusion préliminaire et la décision finale, le pays n'a guère les moyens de faire en sorte que la conclusion préliminaire puisse être infirmée. Il est impossible de programmer une visite de l'équipe d'examen et toute occasion de résoudre rapidement la question de mise en œuvre semble écartée. Or cela est d'autant moins acceptable que les conséquences économiques et financières supportées par la Partie concernée sont extrêmement lourdes.

Mis à part cette position de principe, nous émettons des réserves au sujet de la formulation de la conclusion préliminaire et, en particulier, du libellé de la section

«Conclusions et exposé des motifs». À notre avis, le texte du paragraphe 14 ne reflète pas correctement ni d'une manière suffisamment détaillée les opinions des experts telles qu'elles ont été exprimées à la réunion du 10 mai. Au cours de cette réunion, tous les experts ont assurément confirmé qu'il existait des problèmes non résolus dans le cas du système national d'inventaire de la Bulgarie fonctionnant selon les prescriptions du cadre directeur applicable aux systèmes nationaux. Cependant, bien qu'un expert ait estimé qu'«il ne fallait pas s'attendre à ce que des améliorations sensibles de la qualité des communications annuelles de la Bulgarie soient perceptibles avant l'examen de sa communication annuelle de 2011», un autre expert a été d'avis que, si la Bulgarie déployait des efforts suffisants, elle pourrait remédier aux problèmes identifiés d'ici au début de l'automne 2010 et demander une visite de l'équipe d'examen en septembre 2010.

Monsieur le Président,

Nous constatons avec préoccupation que la présentation en termes généraux des avis des experts, telle qu'elle apparaît actuellement dans le texte, déforme les opinions exprimées d'une manière qui augure mal de la possibilité de régler rapidement la question de mise en œuvre concernant la Bulgarie. Par ailleurs, toute prévision des délais qu'il faudra à la Bulgarie pour pouvoir apporter la preuve des améliorations introduites dans son système national déborde le cadre du mandat de cet organe respecté, qui est clairement défini au paragraphe 4 de la section V de l'annexe de la décision 27/CMP.1. La question d'un traitement équilibré et équitable peut également se poser vu que, là encore, les opinions des experts n'ont pas toutes été pareillement prises en compte dans l'examen du cas de la Bulgarie.

Nous encourageons donc vivement la chambre de l'exécution à envisager de supprimer la dernière phrase du paragraphe 14 ou, au minimum, de reformuler le texte pour faire apparaître les propos réellement tenus au cours de la réunion.

Outre les mesures positives mentionnées ci-dessus et compte tenu des avis des experts, nous nous sommes employés à assurer le fonctionnement approprié et cohérent du système national d'inventaire de la Bulgarie (BGNIS) en étoffant le dispositif institutionnel et en renforçant les capacités administratives.

Un **plan d'amélioration** a été élaboré comme suite à la conclusion selon laquelle la Bulgarie devait accomplir des progrès supplémentaires. Ce plan indique clairement comment les améliorations prévues sont ou devraient être mises en œuvre dans le BGNIS pour appliquer les recommandations de l'équipe d'examen composée d'experts, figurant dans le rapport d'examen annuel FCCC/ARR/2009/BGR.

Permettez-moi de mettre en évidence les principales améliorations introduites conformément à ce plan:

Dispositions institutionnelles: Deux nouveaux accords ont été signés entre le Ministère de l'environnement et des ressources en eau et les fournisseurs de données ci-après:

- Ministère de l'économie, de l'énergie et du tourisme;
- Ministère de l'intérieur.

La version anglaise de ces accords figure dans les annexes 1 et 2 du plan d'amélioration.

Renforcement du fondement juridique: Le BGNIS sera incorporé dans la loi par un règlement spécial du Conseil des ministres qui sera adopté en septembre 2010. Ce nouveau règlement définira et fixera les dispositions institutionnelles, juridiques et procédurales nécessaires à l'accomplissement des fonctions du BGNIS, comme prévu dans la décision 19/CMP.1 pour les systèmes nationaux.

Renforcement des compétences spécialisées de l'Agence bulgare de l'environnement:

- Les effectifs du personnel affecté à la planification, à la préparation et à la gestion de l'inventaire national des émissions de gaz à effets de serre ont été étoffés en 2010. L'ordonnance du Directeur exécutif de l'Agence bulgare de l'environnement spécifie le nom et les responsabilités des experts des différents départements de l'Agence qui participent à l'établissement de l'inventaire. Les résultats obtenus sont présentés dans les figures 1 et 2 du plan d'amélioration;
- Le personnel fait actuellement l'objet d'une formation dans le cadre d'un projet exécuté avec l'Agence fédérale de l'environnement de l'Autriche (ateliers s'échelonnant entre décembre 2009 et juin 2010).

Collaboration avec des consultants et des vérificateurs externes des comptes:

- Établissement de relations avec des associations professionnelles (lettre envoyée à l'Association professionnelle de l'industrie du ciment);
- Poursuite d'une coopération intensive en matière de recherche (vérification des coefficients d'émission) avec les universités et des consultants privés.

Tous les secteurs font actuellement l'objet d'**améliorations par catégorie de source**.

Des méthodes d'assurance de la qualité/contrôle de la qualité (AQ/CQ) ont été appliquées pour l'élaboration de la version finale du rapport national d'inventaire à soumettre en 2010 (envoyée le 27 mai). Les experts compétents du Ministère de l'environnement et des ressources en eau ont eu recours à des procédures d'AQ/CQ par secteur.

En ce qui concerne les améliorations susmentionnées, j'appelle votre attention sur **les mesures envisagées dans les secteurs clefs qui jouent le rôle le plus important pour la qualité de l'inventaire des émissions de GES.**

Énergie:

- Toutes les séries chronologiques des données d'activité ont été révisées en raison des différences entre le questionnaire de l'Agence internationale de l'énergie (AIE)/EUROSTAT (informations à communiquer au niveau international) et le bilan énergétique national (informations à présenter au niveau national pour des combustibles répartis et définis différemment). Le résultat est un «bilan énergétique» global répondant à l'obligation de communiquer des informations tant au niveau national que dans l'optique de la Convention et de la CEE;
- Révision du coefficient d'émission: une étude a été entreprise pour déterminer s'il serait possible de mettre à jour les coefficients d'émission nationaux;
- Une opération de vérification croisée des données ETS, EPRT et GIEC vient d'être entreprise;
- Il est également prévu de réaliser un bilan carbone.

Pour ce qui est de la transparence, nous pouvons signaler que, dans la soumission 2010 concernant le CRF 1, des informations sont communiquées au sujet des méthodes, des données d'activité et du coefficient d'émission pour l'ensemble des séries chronologiques. Dans la prochaine soumission, de nouvelles améliorations seront introduites en matière de transparence. Il est prévu pour cela de mettre à jour et de réviser le coefficient d'émission et les données d'activité.

Transports:

- Révision des données d'activité fondées sur le questionnaire AIE/EUROSTAT en les comparant avec les statistiques nationales pour s'assurer de la concordance des unes et des autres;
- Révision du coefficient d'émission (essence, diesel, GPL). Il est prévu d'étudier la possibilité de mettre à jour les coefficients d'émission nationaux pour les combustibles liquides et les combustibles gazeux;
- Achèvement de la formation sur le modèle COPERT, instrument d'aide à la présentation de rapports fourni par l'Agence européenne pour l'environnement (AEE). Ce modèle sera pris en compte dans la prochaine soumission. Il sera ainsi fait appel à une méthode de degré supérieur pour l'estimation du CO₂, du N₂O et du CH₄ ainsi que des gaz autres que les GES.

Consommation d'hydrocarbures halogénés et d'hexafluorure de soufre (CRF 2.F):

- Une étude des émissions réelles de gaz fluorés est quasiment achevée. Ses principales conclusions ainsi que des propositions relatives aux méthodes à utiliser sont présentées dans le rapport national d'inventaire 2010, soumis le 27 mai au secrétariat de la Convention et à la Commission européenne. Les résultats définitifs de l'étude seront communiqués lors de la soumission du prochain inventaire.

Il convient de souligner que le plan d'amélioration de la Bulgarie est le fruit d'une démarche dynamique et de la ferme volonté de traiter les problèmes dans les meilleurs délais. Rappelons que la Bulgarie, en sa qualité d'État membre de l'Union européenne, est résolue à contribuer à la mise en œuvre de l'ambitieux programme de l'UE relatif au climat et à l'énergie, qui exige des systèmes nationaux bien établis et durables. Cet élément, conjugué à notre participation depuis un an au système communautaire d'échange de quotas d'émission, a été un motif supplémentaire pour intensifier le rythme et accroître l'ampleur des mesures adoptées. De fait, nos efforts visent non seulement à surmonter un problème particulier de respect des dispositions, mais également à rester un partenaire fiable dans les négociations mondiales sur les changements climatiques.

Cela dit, permettez-moi de vous faire part des dispositions et des mesures supplémentaires que nous entendons prendre pour résoudre rapidement la question de mise en œuvre:

1) Nous serons prêts à fournir une nouvelle soumission pour 2010 (tableaux CRF et rapport national d'inventaire) et un plan d'amélioration mis à jour d'ici au 12 août 2010;

2) Nous avons l'intention de demander qu'un examen du BGNIS soit effectué dans le pays par des experts en septembre-octobre 2010. Nous souhaitons ainsi nous prévaloir du droit qui nous revient conformément au paragraphe 2 de la section X des Procédures et mécanismes du Comité de contrôle du respect des dispositions et mettre à profit les recommandations figurant dans le rapport de l'équipe d'examen composée d'experts et des opinions émises par les experts indépendants lors de l'audition.

Pour finir, Monsieur le Président, permettez-moi d'exprimer le vœu que la chambre de l'exécution tiendra dûment compte des mesures concrètes prises par mon pays et modifiera sa conclusion préliminaire en conséquence.

Je vous remercie de votre attention.